



Afrique du Sud : attente avant l'ouverture d'un procès pour agressions sexuelles. Durant la crise du Covid-19, le syndicat Sadsawu fournit non seulement une aide d'urgence aux employées de maison, mais les soutient aussi dans la lutte pour leurs droits.

Photo: Sadsawu

Les mouvements sociaux et le COVID-19

Solidaires face à la pandémie, à la précarité et à la faim

Alors que l'Europe a, malgré les restrictions destinées à contenir la pandémie, retrouvé une certaine normalité assortie de mesures de protection, la réalité est tout autre dans les pays du Sud : des millions d'ouvrier·ère·s sont privés de revenu et luttent pour survivre. Nos organisations partenaires nous rapportent que les gouvernements de nombreux États n'en font pas assez pour protéger la population contre la propagation du virus ou contre les conséquences des mesures de confinement.

À la place de l'État défaillant, ces tâches sont souvent assumées par les mouvements sociaux. Au Togo, la Fédération des travailleurs du bois et de la

construction (FTBC), met par exemple de l'eau et du savon à disposition dans les lieux publics et dans les entreprises. Le syndicat sud-africain des employées de maison (Sadsawu) fournit quant à lui des contributions alimentaires à celles de ses membres désormais dépourvues de revenu.

Dans les campagnes de Colombie, la population rurale ne peut pas vendre ses produits à cause du confinement, et la violence envers les femmes et les enfants s'est accrue. Lancé par le mouvement des femmes de Cajibío, un projet de production permet aux femmes d'échapper à la violence et de diversifier leurs cultures pour s'assurer une nourriture saine.

Les mouvements sociaux qui misent sur la solidarité pour affronter la pandémie, la précarité et la faim doivent de plus résister à la répression. Au Brésil, une colonie du mouvement des sans-terre (MST), établie de longue date, a été évacuée alors que le MST a, dès le début de la crise sanitaire, distribué à la population urbaine dans le besoin des tonnes et des tonnes de nourriture produite dans ses colonies.

Certains de nos partenaires font également état d'atteintes aux droits fondamentaux, comme des licenciements abusifs. Ces partenaires ne veulent pas d'un retour à la normalité, car elle conduit à l'injustice, à la pauvreté et au réchauffement climatique. Dans la crise actuelle, les mouvements sociaux fournissent de l'aide d'urgence et des soins de base, tout en luttant pour le respect des droits fondamentaux et la justice sociale. Nous devons faire preuve de solidarité pour les soutenir et leur donner de la force.

Merci pour votre soutien !

Afrique du Sud : l'aide du syndicat est vitale

Privées de tout revenu

Le confinement très strict appliqué en Afrique du Sud a particulièrement touché les employées de maison, privant la plupart de tout revenu. Le Gouvernement sud-africain a certes mis en place un fonds de solidarité qui permettait aux travailleur-euse-s de toucher des indemnités en cas de perte du salaire. Cette indemnité était toutefois réservée aux personnes inscrites auprès du Ministère du travail. Une condition que beaucoup d'employées de maison ne remplissent pas. Nombre d'entre elles, pourtant inscrites, n'ont d'ailleurs pas été indemnisées, car la demande devait être déposée via l'internet, auquel elles n'ont pas forcément accès. En conséquence, le syndicat des employées de maison Sadsawu a été submergé d'appels émanant de membres qui avaient de toute urgence besoin d'aide et de soutien. Si le confinement a été assoupli, la situation des employées de maison reste critique.

Depuis la mise en place des mesures de quarantaine, le syndicat a versé à nombre de travailleuses de quoi acheter de la nourriture et des cartes prépayées. Ces dernières sont essentielles, car elles permettent aux enfants de suivre l'enseignement en ligne et de rester en contact avec l'école. Les demandes de soutien se sont toutefois à nouveau multipliées et le Sadsawu dépend de la solidarité pour y donner suite.

Le syndicat est lui-même privé d'une part considérable de ses recettes, puisque bien de ses membres luttent pour survivre et ne sont plus à même de payer leurs cotisations. En même temps, les appels à l'aide ont augmenté en flèche. Il est d'autant plus crucial que le Sadsawu puisse maintenir et poursuivre ses activités pour améliorer la situation des employées de maison et défendre leurs droits, aussi bien pendant la pandémie que par la suite.

Colombie : renforcer l'autonomie et améliorer la santé

Les femmes s'opposent à la violence

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les communautés paysannes, indigènes et afro-colombiennes ont instauré un confinement strict : elles contrôlent toutes les personnes qui entrent sur leur

territoire ou en sortent, afin de prévenir la propagation du virus. Ces restrictions empêchent les habitant-e-s de ces régions de gagner de l'argent en aidant aux récoltes sur d'autres exploitations ou en

vendant leurs produits sur les marchés régionaux. Privées d'une part énorme de leur revenu, les familles concernées ne sont plus en mesure d'acheter la nourriture nécessaire. Par ailleurs, le confinement, mais aussi l'insécurité et la précarité ont accru la violence envers les femmes et les enfants.

Dans ce contexte, le mouvement des femmes de Cajibío, dans le sud-ouest de la Colombie, lance un projet de production destiné aux femmes. Les activités ont pour but d'amener les participantes à diversifier leur production agricole afin de garantir une nourriture saine et équilibrée à leur famille. En cultivant et en se réappropriant des plantes utilisées dans la médecine traditionnelle, elles devraient aussi renforcer le système immunitaire des membres de la communauté. Le projet vise également à accroître l'autonomie des femmes. Le lancement de nouvelles productions créera de nouveaux espaces, où les femmes pourront se retrouver et travailler ensemble. Elles parviendront ainsi à échapper à la violence tout en contribuant à améliorer la situation de leur famille. Ces activités accroîtront leur estime de soi, mais aussi leur perception au sein de la société.



Femmes du mouvement lors d'une rencontre (2019).

Photo: archives

Même en période de pandémie, le MST doit lutter contre les expulsions

Dans l'État brésilien du Minas Gerais, la police militaire a lancé à la mi-août une attaque brutale contre la colonie de sans-terre Quilombo Campo Grande afin de l'évacuer. Les équipes d'intervention ont tout d'abord détruit l'école, puis l'entrepôt de nourriture. Fondée il y a vingt-deux ans, la colonie regroupait 450 familles, qui y produisaient des denrées alimentaires. Le terrain occupé aurait dû être intégré depuis longtemps à la réforme agraire. Le gouverneur Romeu Zema a pourtant levé le décret correspondant et ordonné l'évacuation des lieux. Ces événements sont intervenus en pleine pandémie et alors même que le mouvement des sans-terre distribue, en cette période de crise justement, des biens produits dans ses colonies afin d'atténuer la faim dans les banlieues. Voici ce que l'on nous a écrit du MST : « Les sans-terre continuent de résister et cultivent de la nourriture saine pour la population brésilienne. À bas les expulsions ! »



La FTBC met de l'eau et du savon à disposition dans les lieux publics.

Photo: FTBC-Togo

Togo : lutte contre le COVID-19

Un syndicat veille à la protection de la santé

« Les perspectives sont bien sombres », estime Ayao Gbandjou, secrétaire général de la Fédération des travailleur-euse-s du bois et de la construction (FTBC) du Togo. Dans ce pays, le secteur du bois et de la construction est pratiquement à l'arrêt. Nombre de travailleurs et de travailleuses ont perdu leur emploi. D'autres sont congédiés sous prétexte de crise du coronavirus. C'est un bon moyen pour les entreprises de se débarrasser de travailleur-euse-s à l'esprit syndicaliste et d'en engager d'autres à de moins bonnes conditions. Comme 98 % de la population n'a pas d'assurance sociale, beaucoup de gens se voient privés de revenu.

Trouver des solutions ensemble

Comme si cela ne suffisait pas, la pandémie continue de progresser au Togo. Après avoir brièvement fléchi, le nombre des infections est reparti à la hausse en juillet. Le gouvernement a invité les partenaires sociaux à s'engager activement pour contenir la propagation du virus. Or ce combat, les

partenaires sociaux doivent le livrer à leurs frais, car le gouvernement ne leur fournit aucun appui financier. Face à l'adversité, la FTBC met tout en œuvre pour soutenir ses membres et les travailleur-euse-s en situation précaire : « Nous devons collaborer avec les entreprises, les ouvrier-ère-s et les milieux politiques afin de trouver ensemble des solutions permettant de surmonter cette période difficile », déclare Ayao. La FTBC a fourni un premier effort en lançant début juillet une campagne de sensibilisation au COVID-19, qu'elle mène avec la MUPROSI (Mutuelle de protection sociale des travailleurs du secteur informel qu'elle a cofondée) et avec l'appui du SOLIFONDS.

L'eau et le savon : indispensables

L'une des grandes priorités consiste à distribuer les principaux moyens de lutte contre la maladie : de l'eau et du savon. Beaucoup de membres de la FTBC n'ont en effet ni accès à de l'eau courante ni à du savon. Depuis juillet, le syndicat sillonne le pays pour mettre des installations mobiles de lavage à

disposition dans différents quartiers de la capitale, Lomé, mais aussi dans des villages reculés. Plusieurs fontaines à pédale dotées de savon équipent désormais le grand marché de Lomé, où les gens vendent et achètent des matériaux de construction. Dans différentes entreprises, telles des menuiseries et des sociétés de construction, la FTBC a également mis à disposition des installations pour que les travailleur-euse-s puissent se laver les mains.

Aux côtés des travailleur-euse-s

La FTBC profite de la mise à disposition des blocs de lavage pour sensibiliser la population à la pandémie. Afin d'atteindre les travailleur-euse-s particulièrement vulnérables du secteur informel, elle recourt non seulement à des affiches et à des dépliants, mais diffuse aussi des annonces à la radio. Une caravane d'information du syndicat a parcouru à plusieurs reprises l'intérieur du pays pour faire connaître les mesures de protection, tant en français que dans les langues locales. Dans divers quartiers de la capitale, des syndicalistes font du porte-à-porte pour expliquer les indispensables gestes-barrière aux habitant-e-s et les informer sur les possibilités d'obtenir une aide alimentaire. Pour la FTBC, il ne sera possible de surmonter cette période difficile que si le syndicat soutient les travailleur-euse-s et entreprend avec eux de construire un nouveau Togo.



« Nous ne renoncerons pas à nos droits ! » Proteste en 2019.

Photo: WAC-MAAN

Israël/Palestine : plainte pour harcèlement sexuel

Des Palestiniennes exigent le respect

Lorsque l'on quitte Jérusalem-Ouest par l'autoroute en direction Jéricho, rien n'indique que l'on a quitté Israël. Des deux côtés de la voie express, des colonies et des zones industrielles s'étendent à perte de vue. Mais ce n'est plus Israël, mais la zone C, c'est-à-dire les Territoires palestiniens occupés soumis au contrôle civil et militaire de l'armée israélienne.

De nombreux Palestiniens et Palestiniennes travaillent dans ces zones industrielles. Bien que les patrons israéliens soient tenus de verser le même revenu à tous leurs employé-e-s, palestiniens ou israéliens, le salaire des Palestiniens est souvent inférieur. Ils ne disposent pas de locaux de pause ni de toilettes et ne touchent pas les prestations et allocations qui leur sont dues. La peur de perdre leur emploi conduit beaucoup d'entre eux à se taire et a jusqu'ici entravé les efforts d'organisation syndicale.

Donner le pouvoir aux travailleur-euse-s

Avec l'appui de l'organisation syndicale WAC-MAAN, des travailleur-euse-s engagés sont néanmoins parvenus à mettre sur pied des syndicats de base dans les zones industrielles. Et ils ont déjà engrangé quelques succès, telle la conclusion de conventions collectives de travail dans certaines entreprises. WAC-MAAN est une exception dans le paysage syndical d'Israël : depuis trente ans, l'organisation aide les travailleur-euse-s, tant israéliens que palestiniens, en Israël et dans certaines parties des territoires occupés à se regrouper pour former des syndicats de base.

Fidèle à son idéal, WAC-MAAN motive beaucoup de Palestinien-ne-s à exiger le respect des normes du travail. Une ouvrière a ainsi trouvé le courage de dénoncer un cas de harcèlement sexuel auprès de l'organisation. Au travail, elle-même et d'autres collègues palestiniennes subissaient systématiquement des avances sexuelles d'un chef d'équipe, qui n'hésitait pas à les menacer de licenciement. Lorsque l'organisation de défense du droit du travail WAC-MAAN a eu connaissance de ce cas, elle a demandé à l'entreprise de prendre des mesures pour faire cesser ces abus. L'entreprise a nié les faits et refusé tout dialogue. Avec l'appui du SOLIFONDS, WAC-MAAN et deux des ouvrières harcelées ont décidé d'agir en justice contre l'entreprise : plainte a été déposée pour harcèlement sexuel. Cette plainte conforte les travailleuses dans leur lutte pour leurs droits et davantage de respect.

Oui à l'initiative pour des multinationales responsables!

Après de longs débats au Parlement, l'initiative pour des multinationales responsables sera soumise au peuple le 29 novembre prochain. Avec plus de 120 autres organisations, le SOLIFONDS recommande son adoption. Ce que l'initiative demande devrait aller de soi : lorsqu'une multinationale suisse viole les droits humains, que ce soit en Suisse ou ailleurs, ou pollue l'environnement, elle doit en être tenue responsable. C'est par exemple le cas lorsque la fonderie de cuivre de la multinationale zougnoise Glencore rejette tant de dioxyde de soufre que les habitant-e-s et les mineurs souffrent de graves affections des voies respiratoires et qu'il n'est plus possible de cultiver les terres alentour. Ces dernières années, le SOLIFONDS a aidé les personnes touchées à exiger que Glencore améliore la situation.

À l'avenir, il devrait être possible de porter ce genre d'abus devant la justice. Voilà pourquoi il faut glisser un « oui » dans l'urne le 29 novembre prochain. Mobilisez également vos proches et votre entourage et faites connaître l'initiative. Du matériel de campagne est disponible gratuitement sur le site www.initiative-multinationales.ch.

Oui à l'initiative contre le commerce de guerre!

Le 29 novembre le peuple se prononcera aussi sur l'initiative contre le commerce de guerre. La BNS, l'AVS, les caisses de pension et la majorité des banques suisses investissent des milliards dans le commerce de guerre. L'initiative veut faire interdire le financement des producteurs de matériel de guerre. Des affrontements armés ont contraint des millions de personnes à fuir. Avec 40 autres organisations, le SOLIFONDS soutient l'initiative contre le commerce de guerre, car nous sommes persuadés que son adoption contribuera à la paix dans le monde.